

COMMUNIQUE DE PRESSE
Relatif à la sortie du Bulletin Thématique du CMC sous le titre :
« CRISE SANITAIRE AU MAROC
RUPTURES ET RELANCE »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de son dernier rapport annuel « Bulletin Thématique » n° 52 qui met le poids sur la crise sanitaire au Maroc, dont voici les principaux axes :

Économie mondiale : La pandémie provoque une récession historique

La pandémie du nouveau coronavirus frappe de plein fouet l'économie mondiale. En conséquence, le monde devrait connaître, en 2020, une récession historique. La chute s'élèvera à 3 % du produit intérieur brut mondial selon les prévisions d'avril du FMI, et la situation de l'emploi est partout alarmante.

Les risques sont baissiers et l'incertitude est très grande. Tous les organismes de statistique et de prévision insistent sur la fragilité des statistiques actuelles et la très grande incertitude entourant les prévisions.

Le Monde D'Après.... le Covid-19 : Crépuscule de la mondialisation ?

Le Jour d'Après, film catastrophe américain réalisé par Roland Emmerich, est devenu le titre préféré des programmes et autres plates-formes dédiés à la réflexion de ce que sera le futur, avec la conviction qu'il y aura un avant et un après le Coronavirus, tant l'ébranlement causé par celui-ci est dévastateur. Pour de nombreux acteurs, c'est une opportunité pour reconsidérer les modes de production et de distribution à l'échelle mondiale, repenser les fondamentaux sociaux et revoir l'étalonnage des échelles de valeur en vigueur. La course est ouverte, en cette période de confinement, pour l'élaboration de nouveaux modèles de société avec des axes prioritaires intégrant, comme constituants et dans le désordre, la démocratie, la santé, la consommation, l'emploi et la répartition juste et équitable des richesses... Construisons ensemble le Monde d'après, semble être le mot d'ordre visant à rejeter tout précepte inique, écocide ou discriminatoire...

Comptes Extérieurs : Les flux des échanges sous l'onde de choc de la pandémie

Subissant les effets d'une conjoncture internationale poussive, les flux commerciaux ont connu une nette décélération au terme de l'exercice écoulé. Les exportations de marchandises ont enregistré une progression d'à peine 2,4 % en 2019 contre 10,7 % l'année précédente. La même tendance est relevée au niveau des importations dont la valeur globale a augmenté durant le même exercice de 2 %. La baisse de régime des flux commerciaux s'est cependant accompagnée d'une stabilisation du déficit commercial et même d'une légère amélioration de l'équilibre des transactions courante à la faveur de l'excédent des échanges de services et des flux financiers de la migration. Le déclenchement de l'épidémie du coronavirus à la fin du premier trimestre et la série de mesures drastiques prises pour en atténuer les effets sur la santé de la population ont complètement déstabilisé les flux des échanges. Les données portant sur la période couvrant les quatre premiers mois de l'année en cours font état d'une contraction sans précédent des transactions sur les marchandises et les services ainsi que des flux d'investissement.

Politique économique : Quels ajustements face à la pandémie ?

Alors que l'action de politique économique était prioritairement orientée depuis le début de l'année vers la consolidation des acquis au plan de la croissance, de l'emploi et des équilibres financiers, le déclenchement de la crise sanitaire a complètement perturbé la dynamique du système économique et ses ressorts internes, remettant en cause à la fois les programmes préétablis et les objectifs correspondants. La réactivité des autorités face à la menace de pandémie à travers les décisions rapides de fermeture des frontières et de confinement des populations a eu pour conséquence un arrêt presque immédiat de l'activité dans les secteurs les plus exposés comme l'hôtellerie, les transports, la restauration, le commerce, la construction ou les industries manufacturières. Outre ses effets sur les revenus, l'emploi et l'équilibre social, la chute de l'activité a eu par ailleurs des répercussions importantes sur les équilibres financiers. Aussi bien la baisse des recettes fiscales constatée au cours des premiers mois de l'année que la forte contraction des exportations et des flux financiers en provenance de l'extérieur durant la même période annoncent, en effet, de fortes tensions sur les équilibres financiers, interne et externe, pour le restant de l'année. Cette situation inédite incite à la réflexion sur les nouveaux ajustements nécessaires à la politique économique pour plus d'efficacité et de cohérence.

Les Priorités des Secteurs Sociaux : Santé, éducation et emploi...

La priorité à accorder aux secteurs sociaux, est explicitement annoncée par le gouvernement dans le projet de Loi de finances 2020. Elle est appelée à être entérinée dans la Loi de finances rectificative imposée par la pandémie Covid-19, eu égard à la propagation sans limite de ses nuisances. En effet, dans sa déclaration de soutenir les politiques sociales, l'Exécutif a mis en exergue la nécessité de promouvoir les secteurs fondamentaux tels que la santé, l'éducation et l'emploi... il s'agit de garantir, aux citoyens, un accès à un service de santé convenable, à travers l'exécution du plan de santé 2025, qui a pour ambition d'élargir l'offre de soins hospitaliers et de renforcer les programmes de prévention et de lutte contre les maladies. En matière d'éducation, les actions à entreprendre reposent sur la mise en œuvre factuelle de la Loi-cadre relative à la réforme du système d'éducation et de la formation. Une option d'autant plus cruciale qu'elle constitue le socle de toute initiative visant à réduire les disparités et fournir les éléments constitutifs du principe d'égalité. La proposition est à entreprendre sur la base de l'application d'une feuille de route à objectifs multiples : la modernisation des curricula à travers la formation par alternance et la formation par apprentissage, la création de cités régionales des compétences des métiers et la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat, particulièrement au profit des jeunes actifs du secteur informel...

Covid et Refonte du Système de Santé : Une vision portée par l'expérience

À l'issue d'une réunion organisée entre la Banque Mondiale et le FMI, au mois de mars 2020, pour examiner les agencements permettant de relever les défis économiques que pose le Covid-19, les dirigeants de ces deux institutions n'ont pu s'empêcher de confesser, dans leur conférence de presse associée, que «l'épidémie de Coronavirus rappelle combien il est nécessaire de renforcer les systèmes de santé». L'urgence est à la lutte contre la contagion. La priorité doit être accordée à la prévention et à la réduction des pertes humaines. L'action est dans la limitation de la transmission entre le genre humain, le recensement, l'isolement, les soins et la diminution de la diffusion de la maladie au sein des collectivités. Tels sont les prérequis de minimisation de l'impact social et économique du fléau. À terme, ces mesures immédiates doivent être confortées par des investissements pour garantir une résilience sanitaire. Des investissements qui seraient justifiés tant par le plaidoyer en faveur de la santé que par les exigences de rentabilité économique. En effet, si l'expansion de la pandémie s'amplifie outre mesure, elle ne manquera pas de produire comme corollaire une urgence économique qui précipiterait le monde dans une récession aux conséquences dramatiques sur les nations et leurs populations.

Un dispositif de Garanties pour Soutenir les Entreprises : Le système financier à l'épreuve de la pandémie

Pour accompagner les entreprises dans cette conjoncture difficile, les autorités ont mis en place un dispositif financier musclé, pour venir en aide aux centaines de milliers d'entreprises en situation de fermeture technique et durement frappées par cette pandémie. Mais, cette politique très volontariste suscite des interrogations quant à ses implications sur la résilience du système financier appelé à la rescousse des entreprises.

Mesures de Soutien aux Entreprises et aux Ménages : Quel impact pour quelle efficacité ?

Cette crise sanitaire qui s'est muée en crise économique, la plus importante depuis la fin de la 2^{de} Guerre mondiale, va probablement engendrer l'une des pires récessions économiques de l'histoire moderne des pays. Les estimations des principales institutions internationales sont extrêmement alarmistes. Et à en croire le FMI, «nous n'avons jamais vu l'économie mondiale s'arrêter net. C'est bien pire que la crise de 2008».

Crise et relance : L'impératif d'une politique adaptée au contexte actuel

La flambée de la pandémie a dérouté toute la planète et avec elle des épidémiologistes de renom, des médecins et des scientifiques de tout bord mettant à nu la fragilité, l'impuissance et l'impréparation du monde face à ce genre de fléau. On s'attendait effectivement au début de l'été à une seconde vague plus ou moins virulente, on a eu droit à une déferlante avec des retombées sociales et économiques négatives qui ont mis à genoux toutes les économies du monde. Les décideurs politiques les plus avertis et les plus sereins ne savent plus où donner de la tête. Ils sont submergés par l'envolée du nombre de personnes infectées et du nombre de décès, par la saturation des lits d'hôpitaux et l'abatement des professionnels de santé, par les faillites en série des entreprises et la recrudescence du chômage, ainsi que par les tensions sociales et leurs répercussions sur la gestion du quotidien.

Fonds Stratégique d'Investissement : Un appui décisif au programme de relance

Le Maroc s'engage pour l'après-pandémie à lancer un important programme de relance économique pour une enveloppe financière de 120 Milliards de DH. Le financement de ce programme sera en partie assuré par le Fonds Stratégique d'Investissement créé à l'occasion sous forme d'un compte d'affectation spécial. Ce Fonds vise en particulier le soutien au système de production et l'accompagnement des grands projets dans différents secteurs d'activité. L'apport du budget de l'Etat est fixé à 15 Milliards de DH et sera complété par la mobilisation de ressources auprès des institutionnels et du secteur privé à hauteur de 30 Milliards de DH pour atteindre, au total, une enveloppe de 45 Milliards DH. La particularité de ce fonds réside donc dans la possibilité de mobiliser des financements auprès des institutionnels et du secteur privé et son succès dépendra de sa capacité à attirer un nombre important d'investisseurs dans les grands projets structurants.

Nouveau Modèle de Développement : Les paramètres d'une refondation pour l'après-pandémie

Avec un impact différencié selon les pays et les régions, la crise sanitaire a révélé de multiples dysfonctionnements au plan socio-économique se traduisant notamment par les fragilités chaînes de production et d'échange, les insuffisances des systèmes de santé et la précarité sociale. Ce constat a suscité des interrogations quant à la pertinence du modèle de développement et sa capacité à faire face aux urgences du moment mais surtout aux défis à venir. Le Maroc qui a engagé depuis le début de l'année une réflexion approfondie à ce sujet a tout intérêt à capitaliser sur les enseignements de la crise actuelle pour accélérer le processus de réforme et opérer les ajustements nécessaires pour une plus grande efficacité du système économique et social. Il s'agit d'élargir les potentialités de création de richesse, de développer les capacités de résilience de l'économie et de consolider les systèmes de solidarité et de protection sociale.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75

Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma

Facebook : www.facebook.com/centremarocainconjoncturecmc